Generated by Foxit PDF Creator © Foxit Software
http://www.foxitsoftware.com For evaluation only.

ASSEMBLÉE NATIONALE ET ENJEUX DÉMOCRATIQUES :

Quel président au Parlement pour de nouvelles orientations ?

Pages 3

FOOTBALL :

Les présidents de la FIFA et de la CAF attendus à Lomé ce jour

Pages 5

Les présidents de la FIFA, Gianni Infantino (g) et de la CAF, Ahmad Ahmad (dt)

Le DIALOGUE
Hebdomadaire Togolais d'information, d'analyse et de publicité
N°0121 du 09 Janvier 2019
Récépissé n°0477/04/02/14/HAAC
Prix : 250FCA

LIBÉRATION DE 454 DÉTENUS :

P.4

De nouvelles mesures prises par Faure Gnassingbé pour l'apaisement au Togo

GABON / COUP D'ETAT MANQUÉ :

Les putschistes gabonais

QUAND LES MÊMES ERREURS SE RÉPÈTENT DE LA MÊME MANIÈRE

P.2

OUVERTURE OFFICIELLE DE LA 6E LÉGISLATURE DE LA 4E RÉPUBLIQUE :

Les députés appelés à poser des actes qui garantissent l'enracinement de la démocratie

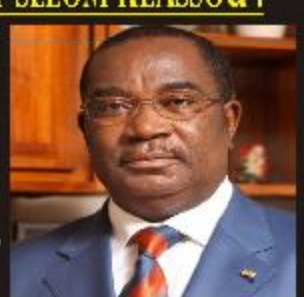
P.4

Une vue partielle des nouveaux élus du peuple

APRÈS LA DÉMISSION DU GOUVERNEMENT SÉLOM KLASSOU :

LA NOMINATION D'UN NOUVEAU PREMIER MINISTRE TRÈS ATTENDU

P.3



Generated by Foxit PDF Creator © Foxit Software
http://www.foxitsoftware.com For evaluation only.

GABON / COUP D'ETAT MANQUÉ :

Quand les mêmes erreurs se répètent de la même manière

Les conséquences des récents coups de force au Mali, au Burkina et dans d'autres pays du continent noir, semblent être lettres mortes chez certains assoiffés de pouvoir. Cette semaine, les mêmes mises en scènes ont été remises au goût du jour au Gabon tôt le matin du lundi 7 janvier 2019 par un groupuscule de militaires qui se sont emparés de la radio nationale.

Les putschistes gabonais

Le groupe de putschistes dit vouloir mettre en place un " conseil de la restauration", à l'absence du président Ali Bongo Ondimba, en convalescence au Maroc. Les indélicats soldats seront vite maîtrisés par l'armée républicaine qui a fait montre de loyauté, de patriotisme et du respect des Institutions républicaines.

Les coups de forces aujourd'hui en Afrique comme partout dans le monde ne sont plus les bienvenues ni acceptés. Il faut être vraiment limité ou avoir des idées aux antipodes des pratiques démocratiques pour envisager cette voie de renversement des institutions de la république. Partout, les lois des pays sont très édifiantes et explicites.

Tous ceux qui oseront les contourner trouveront les forces républicaines sur leur chemin. Comme celles de beaucoup de pays africains, l'armée gabonaise vient par l'arrestation des mutins, donner un message fort à ceux qui croient ou rêvent que sur un coup de tête, il est possible et facile de chasser du pouvoir un président démocratiquement élu, par une manipulation pure et simple d'une armée républicaine, faisant fi aux textes et lois en vigueur.

Ils oublient qu'ils ont voué les forces de l'ordre et de sécurité aux gémonies et certains parmi elles ont été sauvagement tués par leurs militants.

Ceux qui pensent pouvoir accéder au pouvoir par la force, attendront longtemps, très longtemps ou mieux indéfiniment.

Au demeurant, le peuple reste et restera le seul souverain qui désigne, à travers les urnes, celui qui doit porter le pays vers des lendemains meilleurs.

Tant que bon nombre de pays africains ont fait le choix de la démocratie, il est plus sage de respecter les institutions de la république. Et tout individu désireux de venir au pouvoir doit nécessairement passer par les élections. Même dans le cas d'espèce du Gabon, la communauté internationale n'acceptera pas de légitimer un président qui arrive au pouvoir par un coup de force.

C'est ce que ce groupe de militaires feigne ignorer lorsqu'il s'est obstiné à prendre le pouvoir par la force. Comme on s'entête toujours à tenter l'impossible, les mêmes erreurs se répètent de la même manière en Afrique.

Le Dialogue

Generated by Foxit PDF Creator © Foxit Software
http://www.foxitsoftware.com For evaluation only.

ASSEMBLÉE NATIONALE ET ENJEUX DÉMOCRATIQUES :

Quel président au Parlement pour de nouvelles orientations ?

Les représentants du peuple viennent d'effectuer la rentrée parlementaire conformément à la constitution togolaise qui dispose que les députés prennent fonction le deuxième mardi après la proclamation des résultats définitifs par la cour constitutionnelle.

Le nouveau siège de l'Assemblée Nationale

C'est donc dans l'ordre normal des choses que la nouvelle législature s'est réunie pour la première fois hier à l'assemblée nationale. Cette 6e législature dirigée par le doyen d'âge André Johnson, ministre de l'environnement et député élu dans la circonscription des Lacs Bas-Mono dispose de 5 ans pour de nouvelles orientations.

La particularité pour cette nouvelle législature réside dans le fait que plusieurs partis politiques et des indépendants font leur entrée pour la première fois à l'assemblée nationale. Il s'agit du NET de Gerry Taama, du MPDD de Gabriel Messan Agbéyomé Kodjo, du MRC de Frédéric Abass Kaboua et de 18 députés inscrits sur des listes indépendantes.

Les probables personnalités à la tête de l'assemblée nationale

Avant que l'on aborde les chantiers qui attendent de pieds grues les nouveaux députés, il y a lieu de se demander quel serait la personnalité au perchoir pour donner une certaine crédibilité au parlement togolais ? Nombreux sont les Togolais qui se posent cette question en espérant que celui qui sera à la présidence de cette institution soit à la hauteur de cette tâche avec les réformes qui seront opérées pour la relance du pays.

Dès lors, des noms reviennent sur les lèvres des Togolais avant même que l'oiseau rare soit connu. Dans l'opinion, il se susurre que si l'actuel PM Klassou, élu député dans le Haho ne prend pas le perchoir à l'assemblée, Madame Mémounatou, peut être à la tête de cette institution pour conduire l'action du nouveau parlement.

Ces deux personnalités qui retiennent l'attention des uns et des autres dans le microcosme politique togolais peuvent peser dans la balance pour redynamiser la fonction de député au Togo.

Sélom Klassou avant être nommé au poste de Premier Ministre était député et membre du bureau de l'assemblée nationale. Ce qui suppose qu'il connaît déjà les chantiers qui attendent l'ensemble du parlement surtout dans le contexte politique actuel.

Mme Ibrahima Mémounatou n'est pas à son premier coup d'essai en tant que député. Elle faisait bien partie de l'ancienne législature avec le poste de troisième vice-présidente. Réélue dans sa circonscription du grand Lomé, sa nomination à la tête de l'assemblée ne peut que donner du tonus à cette institution. Ce serait également une première fois pour le Togo de faire la promotion de la gente féminine à la tête d'une aussi importance institution de la République.

Pour l'instant, nul n'est dans le secret des dieux. Ce qui intéresse également la majeure partie des Togolais c'est bien les réformes constitutionnelles et institutionnelles que les nouveaux députés auront à opérer avant la présidentielle de 2020.

Les nouveaux députés attendus sur la question des réformes

Quels sont donc les réformes qui sont les plus attendues par les Togolais ? La question a tout sens dans le fait que l'année précédente avec les remous, les députés étaient à couteau tiré sur certaines questions qui en principe ne devraient pas faire l'objet de dispute.

Les réformes ont été toujours réclamées à cor et à cri par des acteurs politiques. Le gouvernement togolais dans son rôle régalien avait envoyé un projet de loi en 2017 qui n'a pas eu l'assentiment de tous les députés. C'est dans ce contexte que la situation de crise est née avec les manifestations.

Pour y remédier, la communauté internationale s'est impliquée personnellement avec une feuille de route qui a été imposée au Togo le 31 juillet 2018. Il a été recommandé à l'ensemble des députés de se retrouver pour étudier la proposition de l'expert constitutionnaliste de la CEDEAO afin d'avoir une meilleure mouture qui puisse répondre aux aspirations du peuple.

Les députés de la C14 ont brillé par le boycott et par conséquent, ces réformes n'ont pas pu être opérées jusqu'aux élections législatives du 20 décembre dernier. Aujourd'hui, ces réformes restées en suspens attendent la nouvelle nomenclature qui doit jouer sa partition pour que celles-ci soient faites.

Au demeurant, que ce soit la personnalité à désigner pour être au perchoir de l'assemblée nationale ou les réformes à opérer, les nouvelles orientations qui attendent les députés sont intenses. Chacun doit apporter sa pierre à l'édifice et à la relance économique du pays.

Talata Sébabi

APRÈS LA DÉMISSION DU GOUVERNEMENT SÉLOM KLASSOU :

La nomination d'un nouveau Premier ministre très attendu

Le 03 janvier dernier, le Premier Ministre Komi Sélom Klassou a présenté au chef de l'Etat Faure Gnassingbé, la démission de son gouvernement. Cette démission intervient après les élections législatives du 20 décembre 2018.

Selom Komi Klassou, Premier ministre sortant

Selon la formule consacrée, le Président de la République lui a recommandé d'expédier les affaires courantes en attendant la nomination d'un nouveau locataire de la primature.

Depuis cette démission, les Togolais sont dans l'expectative de connaître celui qui aura la charge de coordonner l'action gouvernementale avant les élections présidentielles prévues pour avril 2020.

La carrure, la poigne et la hargne par laquelle le nouveau premier ministre doit conduire le pays intéresse aussi bien les acteurs politiques dans leur ensemble que le Togolais lambda.

Quelle serait la personnalité qui fera l'unanimité au sein de l'opinion ? Si certains estiment que le chef de l'Etat peut reconduire l'actuel Premier Ministre, il y a bien ceux qui ne sont pas de cet avis en affirmant que la reconduction de Sélom klassou à la primature serait comme enfoncer le clou puisqu'à son passage à la tête du gouvernement, une frange de Togolais lui reproche son inaction et surtout son manque de pragmatisme face aux problèmes sociaux.

Plus explicitement, son programme de société présenté devant les élus du peuple il y a plus de trois ans n'a pas été respecté à la lettre.

Nous avions toujours souvenance que, M. Komi Sélom Klassou, nommé le 10 juin 2015 comme PM avait des priorités sur le social. Après 3ans et 7 mois à la tête du gouvernement, a-t-il pu résoudre le minimum des questions sociales ? A l'heure des bilans, il faut avouer que sur le plan social, beaucoup d'efforts restent à fournir.

A présent, aucun nom ne circule comme probable successeur de Klassou mais des surprises peuvent intervenir.

Suite à la page 6

Generated by Foxit PDF Creator © Foxit Software
http://www.foxitsoftware.com For evaluation only.

Ouverture officielle de la 6e législature de la 4ème République :

Les députés appelés à poser des actes qui garantissent l'enracinement de la démocratie

Le mardi 08 janvier 2019 s'est tenue au nouveau siège de l'Assemblée Nationale la première séance des députés de la 6ème législature de la quatrième république. Séance qui survient après la proclamation des résultats définitifs par la Cour Constitutionnelle. C'est le deuxième doyen d'âge, député de l'Union des Forces de Changement (UFC), André Johnson qui a eu l'honneur de présider les travaux de cette première rencontre en lieu et place du premier, député de l'Union pour la République (UNIR), Ouro Bawinay Tchatomby.

Une vue partielle des nouveaux élus du peuple

Les noueaux députés

Etaient à ses côtés, les deux plus jeunes députés, Sénou Soklingbé de l'Union pour la République (UNIR) et Vincent Améganvi du Nouvel Engagement Togolais (NET). On notait également la présence des ténors comme l'ancien Premier ministre et ancien président de l'Assemblée nationale, Agbéyomé Kodjo, le Premier ministre sortant, Sélom Komi Klassou et la vice-présidente de la législature sortante, Mémounatou Ibrahima ainsi que d'autres nouvelles têtes à l'instar d'Abass Kaboua du MCD, d'Innocent Kagbara du PDP, de Gerry Taama du NET…....

" L'année 2018 appartient désormais à l'histoire " c'est par cette phrase que le deuxième doyen d'âge, président de séance a eu à planter le décor. Il a par la suite rendu grâce à Dieu pour la nouvelle qui commence et a profité pour présenter ses meilleurs vœux à tout un chacun et à tous ceux qui leur sont chers. Du haut de sa tribune, il a conscience du chantier qui les attend en tant qu'élu du peuple car les yeux du monde entier sont aujourd'hui tournés vers eux. Il a invité ses collègues à poser des actes qui garantissent l'enracinement de la démocratie.

Parlant de défis, il a mis un accent particulier sur les réformes constitutionnelles et institutionnelles afin de mieux consolider la paix dans le pays. Sur cette question, il a foi sur la capacité de tout un chacun à transcender les différentes divergences pour une avancée du cadre institutionnel et politique. Ce qui selon lui, représente une profonde aspiration du peuple togolais. Pour André Johnson, leur devoir aujourd'hui c'est de voter les lois justes et équitables qui permettront de renforcer le développement socio-économique.

Mais pour y arriver selon lui, il en appelle à un sursaut national afin que cette 6ème législature marque à jamais l'histoire de leur nation. C'est pourquoi il a estimé qu'à travers cette législature que seul l'amour de la patrie ainsi que les valeurs nationales doivent guider leur échange. Selon lui, il y a nécessité pour eux aujourd'hui de transcender l'esprit partisan afin de s'inscrire dans une dynamique républicaine.

Notons que pour cette première séance, une commission de 13 députés dont 7 d'UNIR, 4 des partis politiques présents à l'Assemblée nationale et deux des indépendants a été formée pour revisiter le règlement intérieur de l'Assemblée nationale et procéder dans les prochains jours avec les 91 députés à la mise en place du bureau du nouveau parlement.

Junior

Libération de 454 détenus :

De nouvelles mesures prises par Faure E. Gnassingbé pour l'apaisement au Togo

A chaque début de nouvel an, le Président de la République togolaise Faure Essozimna Gnassingbé à l'habitude de présenter les vœux à la nation. Nombreux sont ces Togolais qui espéraient le voir une fois de plus devant leur petit écran en train de se prêter à ce traditionnel exercice. Force est de constater qu'il a préféré offrir un cadeau de nouvel an aux parents de 454 détenus condamnés pour diverses infractions. Cette salutaire mesure de compassion est tombée hier mardi 8 Janvier 2019 au grand bonheur des bénéficiaires et de leurs parents. Une nouvelle qui soulage tout un chacun et qui montre la bonne foi du Président à faire avancer le pays.

Faure E. Gnassingbé, Président de la République

C'est un décret qui a été déjà pris le 3 janvier dernier par le chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé après avis du Conseil Supérieur de la Magistrature.

Aujourd'hui ce décret est mis en application par le garde des sceaux, ministre de la Justice et des Relations avec les Institutions de la République. C'est ce qui a conduit à la libération de 454 détenus, condamnés pour diverses infractions et qui purgeaient leurs peines dans treize centres de détentions du Togo.

Notons que sur les 454 ; 177 détenus sont issus de la Prison civile de Lomé, 58 issus de celle de Kpalimé et 35 dans chacun des Centres de détention de Sokodé et d'Atakpamé.

A la Prison civile d'Aného, ils sont au nombre de 39 et 26 à Dapaong à bénéficier de cette grâce présidentielle. A Tsévié, tout comme à Bassar, à Kara et Notsè, le nombre est de 20 à 15 et respectivement de 13. Enfin cette grâce présidentielle a également bénéficié à 9 condamnés du Centre Pénitentiaire de Mango, 8 de la Prison civile de Vogan et 6 de la Prison civile de Kanté.

Signalons qu'à travers ces mesures prises par le Chef de l'Etat togolais, plusieurs organisations de droits de l'homme n'ont pas manqué de saluer sa décision qui fait preuve d'une maturité politique et qui se situe dans le sens d'apaisement de la crise que connait le pays depuis un bon moment.

Kodjovi

Le DIALOGUE
Hebdomadaire Togolais d'information, d'analyse et de publicité
Directrice de la Publication : Talata SIBABI Tél : 92 70 73 36
Rédaction : Kadi, Appolinaire, Junior AGBÉ
Imprimerie : Direct Sprint.
Tirage : 1.500 exemplaires

Generated by Foxit PDF Creator © Foxit Software
http://www.foxitsoftware.com For evaluation only.

FOOTBALL :

Les présidents de la FIFA et de la CAF attendus à Lomé ce jour

Depuis quelques temps, le football togolais a eu à traverser des périodes marquées par de diverses crises. Malgré ces temps de crises, le gouvernement togolais de par ses efforts est arrivé à mettre sur pied un bureau national censé de rétablir l'ordre au sein de la Fédération Togolaise de Football. Pour constater ce qui a été fait depuis ce temps et de ce qui reste à faire, par ce bureau, le Président de la FIFA Gianni Infantino et de son homologue de la CAF Ahmad Ahmad vont fouler le sol togolais à partir de ce 09 janvier. Sera aussi de la délégation, la secrétaire générale de la FIFA, Fatma Samba Diouf Samoura.

Le président de la FIFA (g) et celui de la CAF (dt)

L'information a été donnée à travers un communiqué rendu public par la Fédération Togolaise de Football (FTF).

Selon ce communiqué de la FTF, cette visite officielle de la délégation de l'instance faitière du football mondial s'inscrit dans le cadre d'une tournée africaine qu'organise le patron de l'instance mondiale du football. Ainsi, du 06 au 10 janvier 2019 il sillonnera des pays comme la Guinée, la Gambie, le Sénégal, le Benin et notre pays le Togo.

Pour sa toute première depuis sa brillante victoire à la tête de la FIFA, Gianni Infantino aura à échanger avec les plus hautes autorités du Togo sur les sujets d'intérêt commun. Une occasion pour lui de partager sa vision du sport roi avec les acteurs du football national.

Notons que cette visite représente un honneur pour le Colonel Guy Akpovy, président de la FTF, et suscite en même temps un coup de pousse au football togolais qui peine à se décoller.

Elom

OUVERTURE DE LA BOUTIQUE DE REPRÉSENTATION À HÉDZRANAWÉ 2 :

TOGOCEL plus proche de ses clients

Soucieux de la qualité de ses prestations de services auprès de ses abonnés, Togo cellulaire ne lésine pas sur les moyens pour garder la tête du leader au Togo. C'est ainsi que les populations de Hédzranawé 2 et de ses environs ont vu leurs souffrances et peines abrégées le mardi 8 janvier dernier par l'implantation d'une boutique de Togo cellulaire dans leur milieu.

Une vue de l'entrée de la nouvelle boutique à Hédzranawé

Vue partielle de l'assistance

Les prières, souffrances et les peines des populations de nord-est de Lomé, Hédzranawé 2 ont trouvé un écho favorable ce 8 janvier 2019 par l'ouverture de la boutique de représentation du leader en communication de la téléphonie mobile au Togo. La cérémonie d'ouverture a été faite par le Directeur de la Distribution, M. Shaban Ahmed, représentant le directeur général de Togo cellulaire avec à ses côtés le représentant du chef quartier de Hédzranawé 2 le notable Sodjati Kodjo, qui ont tous les deux procédé à la coupure du ruban symbolisant l'ouverture officielle des locaux et suivi d'une visite des lieux du travail de devant accueillir les clients.

Il est à rappeler qu'avant cette coupure, le partenaire M. Koumaka et le notable de Awoudja chef quartier de Hédzranawé 2 ont tour à tour remercié et félicité la bonne volonté de l'opérateur qui ne ménage aucun effort pour être de plus en plus proche de ses abonnés pour leur simplifier la vie.

Ainsi Sodjati Kodjo n'a pas caché sa joie devant une foule de curieux qui ont fait le déplacement des lieux. Il a passé en revue les avantages de cette proximité, et a appelé les citoyens à en bénéficier.

Coupure du ruban inaugural

Par ailleurs le leader de la téléphonie a encore une fois marqué les esprits par ses différentes prestations, la vente des kits, les terminaux, les téléphones, les modems les forfaits packages, le changement de carte Sim, changement de profil, les configurations, les retraits et dépôts avec TMoney… sont les offres que Togocel apporte aux populations de Hédzranawé 2 sans oublier la 4G le nouveau produit du leader qui ne cesse de défrayer la chronique chez les abonnés.

Tig Patrick

APRÈS LA DÉMISSION DU GOUVERNEMENT SÉLOM KLASSOU :

La nomination d'un nouveau Premier ministre très attendu

Suite de la page 3

Le Togo depuis toujours n'a jamais connu de nomination féminine à la tête du gouvernement. Cette attente peut être une occasion pour le Président de la République, garant de la continuité de l'Etat d'avoir une propension pour désigner une femme comme Premier Ministre.

Tout compte fait, le profil du prochain Premier Ministre doit combler les attentes des Togolais qui ont bien envie de voir un chef du gouvernement très pragmatique et proche des populations. Le prochain PM doit être également un homme ou une femme capable de prendre des initiatives dans la droite ligne des souhaits formulés par le peuple.

Il doit aussi montrer toute sa disponibilité à amener les ministres à être plus vifs et plus entreprenants afin que tous les programmes de société qu'il aura à peaufiner trouvent des solutions durables pour le bien-être des populations.

KADI

Generated by Foxit PDF Creator © Foxit Software
http://www.foxitsoftware.com For evaluation only.

INTENSES ACTIVITÉS DIPLOMATIQUES AU TOGO EN 2018 :

Le ministre Robert Dussey s'est prononcé

2018 est partie depuis quelques jours pour faire place à une nouvelle année. Mais avant entamer cette année 2019, chaque secteur d'activités comme de coutume fait ses bilans et élabore des perspectives pour l'avenir. L'année 2018 qui s'est donc achevée a été nantie sur le plan diplomatique au Togo sous les auspices du chef de la diplomatie togolaise.

Si le Prof Robert Dussey, ministre des affaires étrangères a su mener des actions diplomatiques appréciées sur l'échiquier national comme international, c'est sous l'autorité avisée du Chef de l'Etat Faure Gnassingbé qui lui a imposé une ligne de conduite qu'il a pu suivre avec dévotion. En fin de l'année écoulée, le ministre des affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine a donc fait une interview, au cours de laquelle il s'est prononcé sur les grands axes de la diplomatie togolaise en 2018. Le chef de la diplomatie togolaise a fait un bilan des actions que le Togo a mené sur le plan diplomatique. Le ministre des affaires étrangères n'est pas passé sous silence les sommets internationaux que le Togo a abrités durant les douze derniers mois avec des négociations ACP qu'il a pilotées.

Il a aussi parlé du pacte mondial sur la migration avec en toile de fond la présence du Togo à l'ONU. Nous proposons donc l'intégralité de cet entretien dans les colonnes de notre journal " Le Dialogue " pour le plaisir de nos fidèles lecteurs.

Lecture….

L'année 2018 a été très riche pour le Togo sur le plan diplomatique. Vos actions confirment cette renaissance de la diplomatie togolaise enclenchée il y a quelques années. Dites-nous, quelle est la clé de voûte de ce renouveau diplomatique ?

Robert Dussey: Je vous remercie pour l'opportunité que vous me donnez de revenir sur la nouvelle orientation de la diplomatie togolaise. Comme vous le dites, 2018 a été une année remarquable pour la diplomatie togolaise.

Ceci est le résultat d'une nouvelle impulsion, insufflée depuis quelques années par le Chef de l'Etat, S.E.M. Faure Essozimna Gnassingbe, qui a demandé aux acteurs de la diplomatie togolaise de travailler à redorer l'image de marque de notre pays, à rendre effectif l'engagement du Togo de contribuer significativement à la construction d'un monde pacifique, juste et équitable et surtout à mettre l'action diplomatique au service du développement à travers la coopération internationale.

Avons-nous réussi atteindre ces objectifs ? Je ne saurai le dire car on ne peut danser et s'apprécier à la fois, dit-on souvent. Vous qui nous observez si vous dites qu'on a eu des progrès notables, je ne peux que vous croire et m'en réjouir.

Robert Dussey, concernant justement la coopération internationale que vous évoquez à l'instant, nous avons tous été témoins des grandes rencontres internationales que le Togo a abritées en cette année 2018. Pouvez-vous nous éclairer davantage sur l'intérêt et les retombées de telles rencontres pour le Togo ? Je voudrais évoquer le sommet de la CEDEAO, et celui conjoint CEEAC-CEDEAO, notamment.

Prof Robert Dussey, chef de la diplomatie togolaise

R.D : Ces rencontres internationales comme vous le dites ont été d'un grand intérêt pour toutes les parties prenantes. Cet intérêt se mesure à l'aune des thématiques abordées notamment la paix et la sécurité, le terrorisme et l'extrémisme violent, le développement.

Pour nous, le succès de ces conférences et sommets, tenus à Lomé, confirme le retour réussi du Togo dans le concert des nations. Plus que tout, et comme je l'ai relevé plus haut, le Togo entend jouer le rôle qui est le sien dans la construction d'un monde pacifique. C'est fort de cet engagement et prenant conscience des ravages que causent le terrorisme et l'extrémisme violent en Afrique centrale et de l'Ouest, qu'il a entrepris d'organiser le sommet conjoint de la CEDEAO et de la CEEAC. Nous demeurons convaincus que c'est par la concertation et la conjugaison des efforts que les deux régions viendront à bout de ces fléaux.

Pour votre information, c'est cette même philosophie qui avait amené notre pays à organiser en octobre 2016 le sommet sur la sécurité, la sûreté maritime et le développement en Afrique.

Par ailleurs, Lomé a abrité la 53ème session ordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO, le 31 juillet 2018. Ce sommet a marqué la fin de la présidence du Togo à la tête de l'institution communautaire. Durant sa présidence, le Togo a géré, avec succès, la crise politique que traversait la Guinée-Bissau depuis plusieurs années. Tous ces sommets ont eu le mérite de contribuer à améliorer la visibilité du Togo.

Suite à la 107ème session du Conseil des ministres ACP et à la 43ème session du Conseil des ministres ACP-UE, les négociations ont été enclenchées en vue de la signature d'un nouvel accord de partenariat entre les deux blocs à partir de 2020. Qu'en est-il concrètement ?

R.D : Pour préciser, retenez que la 107ème session du Conseil des ministres ACP et la 43ème session du Conseil des ministres ACP-UE se sont tenues à Lomé, du 27 mai au 1er juin de cette année 2018.

Ces deux réunions étaient effectivement consacrées, pour l'essentiel, aux préparatifs des négociations pour la conclusion d'un nouvel accord de partenariat qui entrera en vigueur à partir de 2020.

En effet, depuis plus de quatre décennies, la question du développement des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) a été au cœur d'un accord de partenariat entre ce groupe d'Etats et l'Union Européenne (UE). La signature de cet accord, dit " Convention de Lomé ", remonte à 1975.

Ce dispositif conclu par l'Europe avec ses anciennes colonies a été qualifié de " modèle unique pour la coopération Nord-Sud " au regard de son caractère juridiquement contraignant, de sa portée globale incluant l'aide, le commerce et la coopération politique, de ses institutions communes, de son mécanisme de cogestion, ainsi que de la création d'un instrument financier spécifique, le Fonds européen de développement (FED).

Depuis le 25 juin 2000, les ACP et l'UE ont décidé de remplacer la Convention de Lomé par un nouvel accord signé à Cotonou pour une durée de 20 ans. A un an de l'expiration de cet accord, il y a lieu de réfléchir sur les futures relations entre les ACP et l'UE. D'où le lancement officiel, le 28 septembre 2018 à New York, en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, des négociations en vue de l'élaboration du futur accord ACP-UE.

Il faut préciser qu'à l'issue de l'adoption du Mandat de négociation ACP lors du Conseil des ministres à Lomé, nous avons été désignés pour être le négociateur en Chef du Groupe ACP pour l'accord post Cotonou. Nous assumons cette charge avec beaucoup de responsabilité, ayant conscience des enjeux immenses que cela représente pour les 79 pays ACP.

La première série de négociations vient de prendre fin avec des résultats sensibles que nous saluons et nous sommes optimistes pour la suite du processus afin de conclure un accord qui offre de meilleures opportunités pour nos populations.

Comme je le soulignais déjà en octobre à Bruxelles, le post-Cotonou appelle à un changement de paradigme, à une nouvelle approche qui devra sortir les pays ACP de l'immobilisme.

Sur un tout autre sujet, nous notons qu'un pacte mondial a été adopté à Marrakech le 10 décembre dernier afin de garantir des migrations sûres, ordonnées et régulières. De quoi s'agit-il, Monsieur le ministre ?

R.D : Je dois d'abord souligner que les migrations, qu'elles soient internes ou internationales, sont aujourd'hui au cœur des grands débats mondiaux. En 2017, par exemple, l'ONU a chiffré à 258 millions, le nombre de migrants dans le monde. Ce qui représente près de 3,4% de la population de notre planète.

Mais l'aspect inquiétant du phénomène migratoire, qui appelle à plus de concertation et de coopération au niveau mondial, réside dans la clandestinité organisée savamment par des réseaux criminels de trafic et de traite à la recherche de gains sordides. C'est vrai que les migrations de masse sont induites par des causes structurelles telles que les changements climatiques, la pauvreté, les guerres et le terrorisme qui favorisent la floraison des routes migratoires irrégulières.

A cet égard, les Chefs d'Etats et de Gouvernement

Suite à la page 7

Generated by Foxit PDF Creator © Foxit Software
http://www.foxitsoftware.com For evaluation only.

CAN 2019 :

L'Égypte accueillera la Coupe d'Afrique des nations

Ce sera donc l'Égypte. Ahmad Ahmad, le président de la Confédération africaine de football, l'a annoncé au terme d'une réunion du comité exécutif de l'organisation qui s'est tenue à Dakar mardi. L'autre pays en lice était l'Afrique du Sud.

Ahmad Ahmad, président de la CAF

" Aujourd'hui, je suis heureux de vous annoncer que c'est l'Égypte qui va accueillir la CAN 2019 ", a déclaré Ahmad Ahmad, président de la CAF, lors d'une conférence de presse organisée à Dakar le 8 janvier à l'issue d'une réunion du comité exécutif de l'organisation, qui a précisé que la décision avait été passée au vote quelques minutes auparavant, " après avoir analysé la situation, écouté les deux candidats" .

" Toutes les opérations sur ses préparations vont commencer maintenant. La CAF va travailler étroitement avec l'Égypte pour que l'on puisse aller de l'avant. Nous savons les défis, nous savons les problèmes qui existent ", a insisté le président de la CAF. " Nous pouvons demander le soutien de nos partenaires, dont en partie la FIFA, ou d'autres pays pour nous aider à organiser cette CAN 2019 qui va se dérouler pour la première fois en terre égyptienne ", a-t-il ajouté.

L'Égypte a en réalité déjà accueilli la CAN en 2006, après 1959, 1974 et 2006. Elle organisera cette année sa première édition avec 24 équipes.

Source : Jeune Afrique

Intenses activités diplomatiques au Togo en 2018 :

Le ministre Robert Dussey s'est prononcé

Suite de la page 6

du système des Nations Unies ont, par une déclaration dite de New York adoptée à l'unanimité, le 16 septembre 2016, pris la juste mesure de la nécessité de mettre en place un cadre mondial de coopération afin d'assurer une meilleure gouvernance des migrations.

A la suite de cet engagement, le Secrétaire général des Nations Unies a lancé en avril 2017 un processus de consultations et de négociations intergouvernementales aux fins de l'élaboration du pacte mondial sur les migrations sûres, ordonnées et régulières.

Ce pacte, qui est adopté le 10 décembre dernier à Marrakech, vise à améliorer la coopération internationale en matière de gouvernance des migrations, étant entendu qu'elles constituent indéniablement un facteur de prospérité et de développement.

Il traduit également la volonté manifeste des Etats de renforcer la coopération internationale afin de lutter efficacement contre l'émigration à haut risque. Je souligne que le Pacte est juridiquement non contraignant, respectueux de la souveraineté des Etats.

Pour finir, donnez-nous une idée de la présence du Togo au sein des organisations internationales en 2018. Comment assurez-vous le placement des Togolais dans ces structures ?

R.D : Sur cette question, je vais juste procéder par illustrations : au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, le Togo a été réélu pour un mandat de 2 ans (2018-2020). C'est une opportunité pour le pays d'agir pour l'amélioration de la protection des droits de l'homme partout dans le monde.

Le Togo est également élu membre du Conseil économique et social des Nations Unies pour la période 2019-2020. Cette position offre une bonne occasion à mon pays de contribuer à faire avancer la mise en œuvre de l'agenda 2030 pour le développement durable.

A ce titre, il me plait de vous signaler que le Togo est, avec la République de Belize, pays pilote pour expérimenter la nouvelle approche proposée par les Nations unies en matière de planification du développement.

En outre, le Gouvernement a œuvré pour l'élection des cadres togolais au sein de certains organes décisionnels internationaux comme par exemple le Comité des droits de l'enfant au sein du système des Nations Unies, le poste de commissaire au commerce, douanes et libre circulation, ainsi que celui de directeur général du Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest (GIABA) au sein de la CEDEAO.

Le succès de ces candidatures démontre à suffisance la reconnaissance de l'expertise togolaise à l'extérieur.

LE DIALOGUE

Projet suivi des droits de l'enfant et redevabilité de l'Etat au Togo :

Une plateforme des défenseurs des droits humains en gestation

Plus d'une vingtaine d'Organisations de la Société Civile (OSC) de défense des droits de l'enfant ont pris part, le 28 décembre dernier au CIFEX à Lomé, à l'atelier national d'échange sur les défenseurs des droits de l'homme au Togo. La Fédération des Organisations de Défense des Droits de l'Enfant au Togo (FODDET) a organisé cette rencontre dans le cadre de la mise en œuvre du projet " suivi des droits de l'enfant et redevabilité de l'Etat au Togo " (Child Right Monitoring/CRM), financé par Plan International.

Photo de famille

Les OSC sont très actives de la défense des droits des enfants en particulier. Elles œuvrent ainsi aux côtés du gouvernement togolais afin que les engagements auxquels il a souscrit par la ratification de la Convention relatives aux Droits de l'Enfants et la Charte Africaine des Droits et du bien-être de l'enfant, soient traduits dans les faits.

Mais dans l'accomplissement de cette noble mission, ces défenseurs des droits de l'homme sont parfois confrontés à des difficultés ayant traits au faible espace pour l'exercice de leur travail et à leur sécurité. Ils sont en effet la cible d'actes de harcèlement, de manœuvres d'intimidation, de campagnes de diffamation, de mauvais traitements et de détention illégale. Alors que le défenseur des droits humains a besoin d'un espace approprié pour son travail qui requiert une grande dose de connaissance, d'attitude, de compétences et de savoir-faire.

Des actions pour renforcer l'espace d'exercice de défense des droits de l'homme en général, des droits de l'enfant en particulier, et outiller davantage les défenseurs des droits humains, s'imposent. Le projet CRM axé sur la défense des droits de l'enfant y met un point d'orgue. Dans ce sens, et dans le souci d'éviter les doublons, il était question pour les participants à l'atelier, au total 27, de mieux comprendre le fonctionnement de la Coalition Togolaise des Défenseurs des Droits Humains (CTDDH), organisation déjà présente dans le domaine, dans le but de l'intégration effective des questions de défense des droits de l'enfant et surtout de la protection des défenseurs des droits de l'enfant au Togo.

" Il se pose que les organisations de la société civile qui sont dans ce combat doivent s'organiser de manière à ce qu'elles mettent en place u, dispositif qui s'assurent de les protégés dans le cadre de leur travail. C'est pour ça que Plan International en collaboration avec les OSC pour les droits de l'enfant au Togo sont en train de travailler pour voir dans quelle mesure il peut être mise en place une plateforme de défenseurs des droits de l'enfant ", a confié M. ALI François, Directeur du projet CRM.

Il ne s'agira pas d'une plateforme bis, a-t-il précisé. La Coalition Togolaise des Défenseurs des Droits Humains (CTDDH) est en effet déjà active dans le domaine. Elle a ainsi été mis à contribution lors de cette rencontre pour comprendre ce qu'elle fait en matière de protection des défenseurs de droits humains au Togo, et voir dans quelle mesure cette corporation peut intégrer en son sein les dimensions spécifiques des défenseurs de la protection des droits des enfants.

La plateforme dès qu'elle sera opérationnelle, sera un creuset d'échanges entre les défenseurs des droits des enfants au Togo et travaillera à assoir un mécanisme d'auto-défense ou d'appel à la protection lorsque dans le cadre de leur travail certains OSC venaient à avoir besoin de secours pour tisser des partenariats avec d'autres organisations pour mieux faire ou lorsque les défenseurs des droits humains rencontrent des difficultés sur le terrain.

MAX

Generated by Foxit PDF Creator © Foxit Software
http://www.foxitsoftware.com For evaluation only.

Le Très Haut Débit continue son parcours !

Couverture 4G+
au 31 Octobre 2018

Le N°1 de l'internet Très Haut Débit Mobile au Togo assure déjà la couverture 4G+ dans la ville de Lomé, Kpalimé, Atakpamé, Tchamba, Sokodé, Kara, Ketao, Pagouda, Niamtougou, Défalé, et leurs environs

Déploiement de la 4G+ en cours

Les villes déjà couvertes

4G+ LTE

Le N°1 de l'internet mobile au Togo

LE LEADER

service client : 888 www.facebook.com/Togocel www.twitter.com/togocel www.togocel.tg certifiée ISO 9001 : 2015 et ISO 14001 : 2015